

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor innovatie en wetenschappelijk onderzoek, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2023.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

J. JAMBON

De Vlaams minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale Economie en Landbouw

J. BROUNS

—————
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2023/44056]

14 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement flamand établissant la date d'entrée en vigueur de l'article 15 du décret du 25 mars 2022 modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'organisation et au financement de la politique en matière de sciences et d'innovation

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 25 mars 2022 modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'organisation et au financement de la politique en matière de sciences et d'innovation, article 32.

Formalités

Les formalités suivantes ont été remplies :

- L'avis préalable de l'Inspecteur des Finances a été rendu le 26/05/2023 ;
- Le 7 juin 2023, la demande d'avis dans les 30 jours a été introduite auprès du Conseil d'État, mais l'avis n'a pas été communiqué dans le délai imparti.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 32 du décret du 25 mars 2022 modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à l'organisation et au financement de la politique en matière de sciences et d'innovation, la date d'entrée en vigueur de l'article 15 du décret précité est fixée au 1^{er} septembre 2023.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 février 2023 portant ratification de la nomination du chef d'entreprise auprès de l'Institut flamand pour la Recherche technologique (VITO) est abrogé.

Art. 3. Le ministre flamand qui a l'innovation et la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture

J. BROUNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/43647]

29 JUIN 2023. — Arrêté ministériel portant création d'un appel à projets visant la création d'emploi d'accueil de la petite enfance conformément à l'article 36 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Vu l'accord de coopération du 25 mai 2022 entre la Région wallonne et la Communauté française concernant la création de places d'accueil de la petite enfance ;

Vu le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, les articles 32 à 35 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, les articles 36 et suivants ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 1° ;

Vu l'avis favorable de la commission interministérielle, donné le 25 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 juin 2023 ;

Considérant l'appel à projets pour la création de places supplémentaires, suivi et création effective des places dans le cadre du projet 257 du Plan de relance de la Wallonie, approuvé par le Gouvernement wallon le 15 décembre 2022 ;

Considérant que la création de ces emplois supplémentaires répond à des besoins sociétaux prioritaires au sein de la région de langue française,

Arrête :

Article 1^{er}. Un appel à projets est lancé visant l'octroi de la subvention visée à l'article 33 du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires, ci-après le décret du 10 juin 2021, pour l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés.

Art. 2. L'appel à projets vise à rencontrer le besoin sociétal prioritaire suivant : la création de places d'accueil en crèches dans les communes de la région de langue française.

Art. 3. Un montant total de 18.892.052,16 euros (base 2022) est alloué pour l'appel à projet pour la création de places supplémentaires, suivi et création effective.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé dès l'année 2023.

Art. 4. Le montant octroyé, calculé sur la base de l'année 2022, par équivalent temps plein est de 28.050,56 euros.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé dès l'année 2023.

Art. 5. Pour être éligible à la subvention, l'employeur doit avoir été retenu dans le cadre de l'appel à projets du « Plan équilibre » prévu en application de l'article 10 de l'accord de coopération du 25 mai 2022 concernant la création de places d'accueil de la petite enfance et respecter les conditions visées à l'article 34 du décret du 10 juin 2021.

Art. 6. La subvention est octroyée à l'employeur qui a obtenu l'autorisation par l'ONE d'ouverture des places d'accueil, visée à l'article 10, § 10, alinéa 4, de l'accord de coopération du 25 mai 2022 concernant la création de places d'accueil de la petite enfance.

L'octroi est réputé avoir lieu à la date d'autorisation visée à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice de l'article 48 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

Art. 7. Le nombre maximal de travailleur pour lequel la subvention est octroyée est d'1,5 équivalent par temps plein pour sept places d'accueil créées.

Le nombre maximum de places d'accueil créées couverts par la subvention ne dépasse pas celui déterminé dans le cadre du plan cigogne.

Art. 8. La subvention est octroyée pour une durée indéterminée.

Namur, le 29 juin 2023.

C. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/43647]

29 JUNI 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van een projectoproep gericht op het creëren van banen in de kinderopvang overeenkomstig artikel 36 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021 tot uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 betreffende de duurzaamheid van de gecreëerde arbeidsplaatsen in het kader van de steunregeling voor de bevordering van werkgelegenheid (APE) en het scheppen van banen die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 25 mei 2022 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting van opvangplaatsen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021 ter uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling ("APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften, de artikelen 36 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, artikel 5, 1°;

Gelet op het gunstig advies van de interministeriële commissie, gegeven op 25 april 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 juni 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op de projectoproep voor de creatie van bijkomende plaatsen, de opvolging en de daadwerkelijke creatie van plaatsen in het kader van project 257 van het Waals Herstelplan, goedgekeurd door de Waalse Regering op 15 december 2022;

Overwegende dat de creatie van deze bijkomende banen beantwoordt aan prioritaire maatschappelijke behoeften binnen het Franse taalgebied,

Besluit :

Artikel 1. Een projectoproep wordt opgestart voor de toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 33 van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften, hierna het decreet van 10 juni 2021, voor de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden.

Art. 2. De projectoproep is gericht op de volgende prioritaire maatschappelijke behoefte: het creëren van opvangplaatsen in de gemeenten van het Franse taalgebied.

Art. 3. Een totaalbedrag van 18.892.052,16 euro (basis 2022) wordt toegewezen voor de projectoproep voor de creatie van bijkomende plaatsen, de opvolging en de daadwerkelijke creatie van plaatsen.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt geïndexeerd vanaf 2023.

Art. 4. Het toegekende bedrag, berekend op basis van 2022, per voltijds equivalent bedraagt 28.050,56 euro.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt geïndexeerd vanaf 2023.

Art. 5. Om in aanmerking te komen voor de subsidie moet de werkgever geselecteerd zijn in het kader van de projectoproep van het "Evenwichtig Plan" bedoeld in toepassing van artikel 10 van het samenwerkingsakkoord van 25 mei 2022 betreffende de creatie van opvangplaatsen en voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 34 van het decreet van 10 juni 2021.

Art. 6. De subsidie wordt toegekend aan de werkgever die van de "ONE" de toelating heeft gekregen om de opvangplaatsen te openen, zoals bedoeld in artikel 10, § 10, vierde lid, van het samenwerkingsakkoord van 25 mei 2022 betreffende de creatie van opvangplaatsen voor jonge kinderen.

De subsidie wordt geacht te zijn toegekend op de in het eerste lid bedoelde machtigingsdatum, onverminderd artikel 48 van het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2021 tot uitvoering van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritaire maatschappelijke behoeften.

Art. 7. Het maximumaantal werknemers waarvoor de subsidie wordt toegekend bedraagt 1,5 voltijdse equivalent per zeven gecreëerde opvangplaatsen.

Het maximumaantal opvangplaatsen die onder de subsidie vallen, is niet hoger dan het aantal dat onder het "Plan Cigogne" is vastgesteld.

Art. 8. De subsidie wordt toegekend voor onbepaalde duur.

Namen, 29 juni 2023.